

<https://www.ujfp.org/spip.php?article1153>



Aujourd'hui Gaza, demain Massada ? - Rony Brauman

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Date de mise en ligne : lundi 19 janvier 2009

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

La pédagogie noire des leaders israéliens est suicidaire

"Une fois admise la vertu des bottes de sept lieues, tout s'enchaîne avec une parfaite logique, l'essoufflement de l'ogre comme la célérité du Petit Poucet." (G. Burdeau, La politique au pays des merveilles, PUF 1979.)

Qu'est-ce qu'une "riposte proportionnée" ? Une action militaire à la mesure de l'attaque à laquelle elle répond. Le droit humanitaire proscrit les pratiques provoquant des victimes dans la population civile et des dommages aux biens civils excessifs par rapport à "l'avantage militaire concret et direct attendu". Convenons d'emblée qu'on serait bien en peine de définir la limite au-delà de laquelle le principe de proportionnalité, qui vise à limiter les destructions et pertes humaines "inutiles", est violé, que ce soit à Gaza ou ailleurs. La retenue dans la conduite de la guerre est un principe élémentaire d'humanité, mais il est vrai qu'une fois les hostilités engagées, la définition de la juste proportionnalité demeure une affaire pour le moins floue, sujette à des interprétations et à des paradoxes infinis. Reste que le rapport de un à cent entre les morts de chaque côté, sans même parler des blessés et des destructions, signale la démesure de l'opération "Plomb durci". A défaut de savoir ce que serait une juste proportion, chacun peut constater ce qu'est une perte de tout sens de la mesure. La "troisième phase" qui débute au moment où ces lignes sont écrites ne devrait pas être moins cruelle que les deux premières. Mais peut-être le cabinet de sécurité israélien considérera-t-il, au vu des réactions internationales, que ses buts ont été atteints et mettra-t-il un terme à la boucherie plus tôt que prévu.

Boucherie. Le mot fâche les "amis" d'Israël qui rappellent volontiers qu'on n'a pas vu tant de manifestants ni de protestations pour d'autres conflits (Tchéchénie, Darfour, Congo, Tibet parmi les plus cités) ayant provoqué beaucoup plus de morts et que la compassion pour les victimes de l'armée israélienne est suspecte à force d'être sélective. Selon eux, la solidarité envers les Palestiniens ne serait qu'un prétexte pour s'en prendre aux Juifs et à leur État. On ne contestera pas qu'il s'agit là d'un registre bien établi dont témoignent notamment Dieudonné et ses émules. L'antisémitisme peut se travestir en antisionisme, l'affaire est entendue, mais prenons également acte que les principaux mouvements de solidarité avec les Palestiniens veillent attentivement au grain. Reste que la mortalité des quinze jours d'offensive sur Gaza se situe au niveau le plus haut constaté lors des différents conflits évoqués plus haut, dépassée seulement par les bombardements de Grozny, capitale de la Tchétchénie, en 1999. Et l'on reste pantois en entendant que l'armée israélienne attend d'être félicitée pour avoir averti par tract et par téléphone des dizaines de milliers de personnes de l'imminence de bombardements sur leur quartier. Les destinataires de ces appels "humanitaires" n'avaient bien entendu aucune possibilité de fuir pour s'abriter et ils ne pouvaient en déduire qu'une chose : restant sur place, ils devenaient des cibles légitimes, puisqu'informées. Trois cents enfants ont été tués en moins de deux semaines. Que cette tuerie soit comparable, par son intensité, à des violences extrêmes observées ailleurs, et qu'elle soit insidieusement ou activement justifiée par certains au nom du caractère démocratique d'Israël et de son droit à se défendre, voilà sans doute l'aspect le plus révoltant de la situation.

Le plus révoltant mais pas le plus inquiétant. Le plus inquiétant est que l'on retrouve intacts les thèmes les plus recuits du discours politique israélien, ceux qu'Israël sort de son chapeau, guerre après guerre, comme l'écrivait Tom Segev dans Ha'aretz dès le lendemain de l'offensive, en dépit de leur constante mise en échec. La synthèse en est simple : la paix passe par la liquidation des infrastructures et des chefs terroristes. Le terrorisme n'est pas pour Israël un enjeu politique, celui de l'occupation des territoires palestiniens et du pourrissement de la vie de ses habitants, mais un problème militaro-policié. Ce qui explique que le seul sujet de discussion avec Mahmoud Abbas soit le contrôle policier de la violence anti-israélienne dans les lambeaux de terre qui lui ont été confiés (et on regrettera qu'il ait accepté de jouer ce rôle de relais de l'occupation jusqu'au discrédit quasi total de son "autorité"), tandis que la colonisation se développe jour après jour en Cisjordanie. Cela explique également qu'aucune proposition de règlement du conflit sur la base de la ligne d'armistice de 1949 (la "ligne verte") n'ait jamais reçu la moindre attention d'aucun gouvernement israélien bien qu'il s'agisse des accords internationalement reconnus (voir les résolutions 242 et 338 des Nations unies, toujours évoquées pour être aussitôt oubliées). On n'en veut pour exemples récents que l'interruption unilatérale par Ehud Barak des discussions de Taba en janvier 2001, l'appel du sommet de la Ligue

arabe en 2002, les déclarations indirectes mais clairement orientées dans ce sens et récemment redites de la part du Hamas, pour ne retenir que quelques éléments récents. Il y a bien longtemps que la formule "les territoires contre la paix" n'est plus une option pour les Israéliens qui confondent méthodiquement (innocemment ?) négociation et diktat. Il a fallu quarante ans pour que soit reconnu, avec la première Intifada, le fait national palestinien. Depuis lors, à l'exception notable de Rabin, les différents Premiers ministres se sont employés à démontrer qu'ils sont les seuls maîtres du calendrier politique.

La bien nommée opération "Plomb durci" répond, après bien d'autres, à cette volonté d'inculcation. L'offensive "nous a permis d'atteindre des objectifs dont personne n'aurait pu rêver il y a quinze jours. Concernant les coups portés au Hamas, ils n'en ont pas encore conscience. Ils comprendront quand ils sortiront de leur cachette. La décision du Conseil de sécurité ne nous a pas lié les mains", se félicitait un haut-gradé.

Au-delà de toute considération morale sur l'effroyable gâchis humain dont nous sommes tous les témoins atterrés et impuissants, il faut se demander à quel moment les leaders israéliens vont prendre conscience des effets dévastateurs de cette pédagogie noire. Combien de vocations à l'attentat-suicide sont nées ces derniers jours ? L'"opération" ne pouvait être que sanglante et l'on sait bien que si elle se poursuit, d'autres massacres vont se produire car il ne peut en aller autrement. Puis il y aura un cessez-le-feu et d'autres attaques suivront, et d'autres encore, jusqu'au retournement du rapport de forces qui ne manquera pas de se produire. Israël deviendra alors, peut-être, un objet de compassion. L'exaltation grandissante du mythe de Samson et des martyrs de Massada prend dans ce contexte l'allure d'une prophétie en cours d'autoréalisation.

Les amis d'Israël sont ceux qui pointent cette perspective finale et poussent à un renversement des hypothèses fondamentales de la politique israélienne. Nous sommes de plus en plus nombreux à penser qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort pour les Israéliens.

L'analyse de l'enchaînement des tirs aveugles du Hamas sur le sud d'Israël et des inévitables ripostes de Tsahal est un exercice stérile. Les uns ripostaient au blocus, les autres ripostaient aux ripostes, on choisit sa version en fonction de son camp. Reste que ledit blocus est une décision israélienne et qu'aucun pays au monde ne peut tolérer d'être - à la lettre - mis intégralement en prison. Rappelons que c'est Israël qui a mis l'Autorité palestinienne hors jeu à Gaza. Dans quel but sinon d'avoir le Hamas au pouvoir et de poursuivre son éternelle leçon en faisant de ce territoire une prison autogérée, où se succèdent les opérations punitives ?

Les tirs de roquettes et de missiles sur Israël sont une source d'angoisse pour un nombre croissant d'Israéliens, et il n'est que juste de condamner le Hamas sur ce point. Mais prétendre que le Hamas représente une menace pour l'existence d'Israël n'est pas sérieux. Ehud Barak, lorsqu'il était premier ministre, attendait de ses interlocuteurs palestiniens qu'ils reconnaissent non seulement l'État israélien, mais sa légitimité en tant qu'État juif. Il leur demandait, en d'autres termes, de se faire sionistes s'ils voulaient devenir de véritables partenaires, pour se désoler ensuite de ne pas avoir de partenaire.

La détestable habitude des gouvernements israéliens successifs de choisir et d'écarter à leur guise les représentants de leurs adversaires tient tout entière dans leur conception exclusivement militaire de la sécurité. Ils ne sauraient, dès lors, la confier à d'autres et on les comprend. Mais ce sont les prémisses de ce raisonnement qu'il faut revoir. La résolution du conseil de sécurité appelant le 9 janvier à un cessez-le-feu immédiat et renvoyant les deux parties dos à dos est un revers diplomatique pour Israël car les États-Unis ont jugé qu'ils ne pouvaient pas s'y opposer. Souhaitons que cet échec soit compris comme une ébauche de signal et regrettons que ce soit le message inverse qui ait été jusqu'à présent toujours adressé à Israël, non seulement de la part de Washington, mais aussi depuis l'Europe. Ainsi, il est certain que la sécurité d'Israël doit être reconnue comme un impératif par l'Europe, mais pas plus ni moins que la sécurité de la Palestine sur son territoire. Cela va peut-être de soi, mais irait beaucoup mieux en le disant, ce qui n'est pas le cas. On repousse tout dialogue avec le Hamas au motif qu'il ne reconnaît pas les traités

antérieurs, n'abandonne pas la violence et ne reconnaît pas Israël. Soit. Mais songe-t-on que le raisonnement s'applique de facto à l'identique en sens inverse ? Visiblement pas, puisque le Parlement européen vient, par exemple, de voter le rehaussement de l'accord d'association avec Israël, en faisant un quasi-membre de l'U.E. Des pétitions appelant à suspendre ces accords circulent, les lecteurs de Causeur, dont je suis, sont ici invités à signer et faire signer...

Engagés dans ce louable mouvement de rappel à une sagesse pratique et de condamnation de l'hubris militaro-technologique, allons un pas plus loin, et demandons le remplacement urgent de Tony Blair, actuel délégué du Quartet. Son prédécesseur, l'ancien président de la Banque mondiale James Wolfensohn, avait démissionné, en grande partie à cause des réticences d'Israël à se conformer aux accords obtenus sous l'égide des Etats-Unis. Tony Blair, l'homme qui a rendu possible la guerre en Irak (et qui, notons-le, semble exonéré de toute responsabilité dans le désastre qui a suivi), incarne la politique de "W" dans cette région. Il n'y a rien à en attendre, alors qu'un engagement international crédible est urgent. L'arme de destruction massive menaçant toute la région est le statu quo. Au-delà du cessez-le-feu, la levée du blocus et le rétablissement des liens entre Gaza et la Cisjordanie sont la première des réponses politiques à l'emprise du Hamas sur Gaza. La seconde sera de négocier sans préalable avec les représentants que les Palestiniens se seront donnés. Rappelons que depuis Rabin, personne n'a envisagé sérieusement cette option, dont l'alternative est la destruction mutuelle assurée.

Rony Brauman
12 janvier 2009

Rony Brauman est médecin, diplômé en épidémiologie et médecine tropicale. Il a été président de Médecins sans Frontière jusqu'en 1994.